



FOSSILES, NUCLÉAIRE, RENOUVELABLES... LE "MIX" ÉNERGÉTIQUE FUTUR DE L'EUROPE À L'ÉTUDE

Un colloque de la Fondation Genshagen

Dédiée à l'approfondissement de la coopération franco-allemande, la Fondation Genshagen (qui a pris la suite, depuis 2005, de l'ancien Institut de Berlin-Brandebourg) élargit progressivement son horizon géographique et ses domaines de compétence. Ainsi a-t-elle entrepris d'ouvrir plus largement ses travaux aux représentants de la Pologne voisine. Fin novembre, elle a également abordé pour la première fois le thème de l'énergie, en tenant un colloque sur les choix faits en ce domaine par l'Allemagne, la France et la Pologne, dans le contexte de la politique énergétique de l'Union européenne.

Des choix bien différents pour une préoccupation commune : l'énergie, dont la problématique occupe une place de premier plan dans les agendas politiques, aussi bien nationaux qu'internationaux, s'inscrit dans la tradition industrielle - voire culturelle - propre à chaque pays et dans la manière dont ses dirigeants envisagent l'avenir. Les exemples des trois pays concernés, l'Allemagne, la France et la Pologne, illustrent cette diversité d'approche.

Ainsi en va-t-il de la priorité que l'Allemagne accorde traditionnellement aux énergies renouvelables, du choix du nucléaire opéré depuis plusieurs décennies par la France et de la nécessité, pour la Pologne, d'optimiser l'utilisation des ressources de son sous-sol (le charbon, en l'occurrence).

Mais sur un continent où les économies se rapprochent tout en devenant de plus en plus interdépendantes, dans un monde où la menace climatique ne saurait être prise à la légère (de même que, de manière plus générale, la préservation d'un environnement accueillant pour toutes les formes de vie), il n'est plus vraiment concevable de laisser chacun jouer sa partition en solo : les choix des uns auront, un jour ou l'autre, des répercussions chez le voisin, certaines nuisances ne respectant guère les frontières nationales...

SORTIR DES CADRES PRÉÉTABLIS

Il serait cependant trop restrictif de considérer comme définitivement établies les orientations énergétiques actuelles dans les trois pays et tout au long des débats articulés autour de trois tables rondes, les interventions

croisées des orateurs - ainsi que celles d'une assistance particulièrement attentive et réactive - ont permis d'esquisser un paysage bien plus nuancé.

Destinée à "planter le décor", la première table ronde, consacrée aux grandes lignes des politiques économiques et aux enjeux, a donné le ton de la perception de la complémentarité nécessaire des sources d'énergie, quel que soit le pays considéré. Ainsi, Maïté Jauréguy-Naudin, spécialiste de l'énergie à l'IFRI, l'Institut français des relations internationales, après avoir brossé un portrait de la situation énergétique de la France, a-t-elle mis en exergue les ambitions hexagonales en matière d'énergies renouvelables, notamment dans le contexte du début de concrétisation des orientations décidées fin 2007 lors du Grenelle de l'Environnement.

Andrzej Kassenberg, responsable de l'Institut pour le développement durable (une ONG basée à Varsovie qui compte 18 ans d'existence), a pour sa part montré du doigt la moindre efficacité d'une partie du parc productif polonais mais également posé la question de l'impact de l'aménagement du territoire au regard des choix futurs qui devront être faits par les Pouvoirs publics. Quant à Manuel Frondel, représentant l'Institut de Rhénanie-Westphalie pour la recherche économique, un organisme privé, il a mis en exergue la nécessité, avant de s'engager sur des choix de filières technologiques, de développer des politiques énergétiques privilégiant la sécurité énergétique.

Pour Mme Jauréguy-Naudin, il y a bel et bien « *urgence dans le domaine des gaz à effet de serre* ». Tout en affirmant être d'accord sur le fait que des technologies telles que les collecteurs solaires thermiques sont désormais parvenues à maturité, elle estime que des moyens plus importants doivent être consacrés aux énergies renouvelables de manière générale et que le temps suffisant doit être laissé pour leur permettre de prouver leur efficacité. Pour autant, elle se refuse à opposer systématiquement les ENR au nucléaire.

« *Que chaque euro dépensé pour le climat le soit de manière efficace* » : tel est le *credo* de Manuel Frondel, pour qui le solaire photovoltaïque est "sur-subsidonné", alors que selon lui, l'augmentation du nombre de ménages (du moins en Allemagne, champ de son

domaine d'étude) et les caractéristiques techniques des équipements électriques tendent à s'opposer, côté consommation, aux efforts entrepris en la matière. Par ailleurs, Andrzej Kassenberg suggère une meilleure coordination des actions concernant l'habitat et le transport, ainsi qu'une meilleure synergie entre petites et grandes installations de production d'énergie.

Parmi les interventions du public, on notera celle de Bernd Wenzel, représentant un bureau d'ingénieur spécialisé dans les énergies nouvelles près de Berlin, rappelant que les décisions des ménages - du moins lorsque ceux-ci ont la possibilité de choisir leur énergie - ne sont pas prises en fonction d'un seul facteur et que l'efficacité ne vient pas forcément en tête : la sécurité, le confort, voire l'image de marque, entrent également en jeu. Il a par ailleurs fait valoir qu'il y a un siècle, le coût de l'électricité était bien supérieur à celui de celle provenant d'installations photovoltaïques et qu'un soutien initial des Pouvoirs publics n'est pas forcément illégitime.

Autre intervenant, Martin Bethin, responsable d'une entreprise artisanale d'installation d'équipements, notamment dans le domaine des énergies renouvelables : confronté quotidiennement aux attentes de ses clients actuels et futurs, il est bien placé pour juger des lacunes de l'information en ce domaine, et de la confusion qui peut en résulter dans l'esprit du grand public.

LE NUCLÉAIRE : UN SUJET TOUJOURS SENSIBLE

Après ces premiers échanges ayant permis d'ouvrir les points de vue, la deuxième table ronde intitulée "Technologies de l'approvisionnement énergétique", en revanche, a d'une certaine manière renvoyé chaque pays à ses spécificités. En particulier pour ce qui est de l'intervention consacrée à une énergie nucléaire « *au cœur du débat français* ». Une tâche pour le moins délicate dans un pays où tout ce qui touche à l'atome n'a pas franchement bonne presse, confiée à un diplomate de profession, en l'occurrence François Scheer qui fut - de 1993 à 1999 - ambassadeur de France en République fédérale d'Allemagne, devenu depuis conseiller du directoire d'AREVA, l'un des grands noms mondiaux de l'industrie nucléaire.

En dépit de précautions oratoires (« *le nucléaire n'est pas la solution mais il n'y aura pas de solution sans le nucléaire* », a notamment plaidé l'intervenant), les arguments en faveur des orientations décidées en France au lendemain du premier choc pétrolier ont suscité quelques vives réactions, à commencer par celle d'Hélène Connor, présidente d'Helio International,

association parisienne dédiée à la cause des énergies durables. Pour laquelle « *l'énergie nucléaire n'est pas une énergie heureuse* ». Tout en restant très policé, le débat qui a suivi cette intervention demeure significatif d'un clivage "pro-nucléaires/anti-nucléaires" qui ne semble pas près de se réduire. Probablement en partie parce qu'il comporte une forte sensibilité culturelle et qu'une partie des arguments avancés échappe à une expertise strictement technique.

Les deux autres interventions, celle de Jacek Korski, l'un des responsables de la houillère polonaise Kompania Weglowa (la première du pays et l'une des plus importantes en Europe avec près de 50 millions de tonnes/an extraites) et celle de Thomas Krupke, l'un des fondateurs et actuel p-dg de Solon AG (une start-up à succès créée en 1997, devenue l'un des plus importants fabricants européens de modules solaires et de systèmes photovoltaïques), ont elles aussi cherché à convaincre l'auditoire de leur pertinence. Bien que Jacek Korski admette volontiers l'incidence du charbon (au niveau de la planète) sur la menace de réchauffement climatique, et ne sous-estime pas "l'effet monoculture" inhérent à une part de marché trop élevée pour une source d'énergie en particulier, comme c'est le cas en Pologne.

Assurer la promotion d'une "énergie douce" comme le solaire peut sembler plus aisé mais ne permet pas forcément d'échapper aux critiques. Ainsi, Sebastian Veit, représentant l'énergéticien allemand E.ON, a rappelé que de grandes compagnies telles que la sienne consentaient également d'importants investissements dans le développement des renouvelables. Les panneaux photovoltaïques n'échappent pas non plus aux polémiques sur les coûts de production, les rendements énergétiques ou encore leur durée de vie. S'agissant cependant d'une technologie "jeune", du moins en comparaison d'autres formes de production d'énergie, Hélène Connor a cependant souligné que des marges de progression étaient vraisemblables. Et que d'ores et déjà, une partie de la population était prête à accepter de payer plus cher pour une électricité induisant moins d'émissions de gaz carbonique.

MOBILISER LES INITIATIVES POUR LE CLIMAT

La parole ayant été donnée aux experts, puis aux industriels ou à leurs représentants, restait à faire intervenir les décideurs, à la base de la mise en application des stratégies d'approvisionnement énergétique. Avec un double objectif : satisfaire aux besoins, bien sûr, mais aussi aux impératifs du développement durable.

Pour Michael Müller, secrétaire d'Etat auprès du ministère fédéral de l'Environnement, de la protection de la nature et de la Sécurité nucléaire à Berlin, les choix énergétiques s'apparentent en partie à une "querelle des anciens et des modernes", alors qu'aujourd'hui, « *ce qui compte, c'est le climat* », face à la perspective de voir la moyenne des températures mondiales grimper d'au moins 2°C d'ici à la fin de ce siècle. Selon lui, « *il faut faire le nécessaire pour se cantonner à ces 2°C de hausse* », le plus important étant moins le changement de combustibles que « *la mobilisation de toutes les initiatives* ». D'appartenance politique sociale-démocrate, traditionnellement proche des Verts, il milite pour la mise en valeur, entre autres, des "gisements" d'énergies renouvelables constitués par l'espace méditerranéen (propice au solaire), les domaines littoraux (pour y implanter des éoliennes) et le Nord de l'Europe (pour capter l'énergie des mers). Et aussi pour des systèmes de production décentralisés.

Faute de représentant en exercice des Pouvoirs publics français au colloque de la Fondation Genshagen, le rôle de défendre la politique énergétique hexagonale est revenu à François Scheer, intervenu précédemment au nom de la filière industrielle nucléaire. Pour l'ancien ambassadeur, « *aucun Etat, seul, ne peut faire face à ces défis, que ce soit l'Europe ou les Etats-Unis* », s'agissant en particulier d'approvisionner en énergie une population mondiale qui aura crû de 50 % d'ici à 2100. Si, a-t-il rappelé, « *l'énergie a joué un rôle important dans la reconstruction de l'Europe* » après 1945, aujourd'hui, « *l'Europe peine à harmoniser sa politique de l'énergie* », et ce en dépit de la libéralisation des marchés qui, à l'évidence, ne constitue pas une solution suffisante.

Or selon lui, il est plus que jamais indispensable « *de parler d'une seule voix au niveau européen* », tant vis-à-vis de pays producteurs d'énergie et exportateurs tels que la Russie, qu'à l'égard de grands pays consommateurs comme la Chine et l'Inde, en vue d'une meilleure maîtrise des émissions de CO₂. Et au sein de l'Union européenne, le maintien d'une approche commune franco-allemande est à l'évidence jugé essentiel.

Andrzej Chwas, directeur du département Diversification des approvisionnements énergétiques au sein du ministère de l'Economie à Varsovie, a quant à lui fait valoir la spécificité énergétique de la Pologne, notamment pour les raisons historiques liées à la coupure de l'Europe du temps de la guerre froide. Cette période étant désormais révolue, Varsovie, bien que n'étant

pas en mesure de renoncer de manière rapide à des centrales au charbon qui lui assurent encore une appréciable indépendance énergétique, ne souhaite pas moins moderniser ses infrastructures et s'ouvrir aux autres énergies, sans en exclure aucune *a priori*.

LA VALEUR DE L'EXEMPLE EUROPÉEN

La volonté de développer un "bouquet énergétique" aussi large que possible se retrouve dans les propos d'Helmut Schmitt von Sydow, professeur de droit européen à l'Université de Lausanne mais surtout ancien membre de la Commission européenne (entre 1971 et 2008) et actuel conseiller principal de la DG Energie et Transports à Bruxelles. C'est d'abord à ce titre que lui aussi estime que « *la solution énergétique sera européenne ou ne sera pas* ».

D'autant que le rappel d'incidents survenus ces dernières années, qui ont conduit une partie du continent aux portes d'un "black-out" électrique, témoigne à l'évidence de ce que la problématique énergétique n'a que faire des frontières nationales, que cette problématique concerne directement les approvisionnements et la production ou qu'elle soit liée à l'environnement et à la maîtrise des consommations.

Une certitude : il serait vain, à ses yeux, « *d'essayer de résoudre les problèmes d'aujourd'hui avec les solutions d'hier* ». Ce qui d'ores et déjà discrédite tout ce qui pourrait ressembler à une approche nationale.

Helmut Schmitt von Sydow ne mésestime pas, lui non plus, l'ampleur des défis à relever au cours des prochaines décennies mais veut se montrer positif sur les avancées qui ont été accomplies depuis la publication, en 2006, du Livre vert européen sur l'Energie et l'élaboration de la stratégie dite des "trois 20" (20 % d'émissions de gaz à effet de serre en moins, 20 % d'utilisation des énergies renouvelables en plus et 20 % supplémentaires d'efficacité énergétique). Même chose pour la valeur de l'exemple donné par les efforts de concrétisation d'un marché intérieur de l'énergie, lesquels inspirent d'autres zones géographiques supranationales telles que le Maghreb ou les rives de la Mer Caspienne.

La symbolique du lieu du colloque (un ancien château utilisé comme centre de formation du temps de l'ex-Allemagne de l'Est) et la diversité d'horizon des intervenants qui, il y a encore 20 ans, n'auraient pu être réunis pour débattre ouvertement d'ouverture transfrontalière, ne peuvent qu'inciter à l'optimisme.